

# AMNESTY INTERNATIONAL

## Déclaration publique

Index AI : ASA 16/006/2007 (Public)  
Bulletin n° : 168  
ÉFAI  
31 août 2007

### **Myanmar. Les autorités doivent autoriser les manifestations pacifiques**

On estime à ce jour que plus de 150 manifestants ont été arrêtés par la police et des membres de l'Association de l'Union pour le développement de la solidarité (USDA), soutenue par les autorités. Depuis le 19 août, des petits groupes de manifestants pacifiques manifestent pratiquement tous les jours dans la capitale Yangon et ailleurs dans le pays pour protester contre l'augmentation soudaine du prix des carburants décrétée par l'État.

Coups et manœuvres d'intimidation imputables à des membres de l'USDA et du groupe paramilitaire « *Swan Arr Shin* » ont été signalés lors de plusieurs manifestations et arrestations récentes. Des journalistes se sont vu interdire de couvrir ces événements et les autorités ont interdit aux jeunes de la Ligue nationale pour la démocratie (NLD) de se réunir dans certains districts, et ont demandé à d'autres manifestants de s'engager par écrit à ne pas participer à de nouvelles manifestations.

Amnesty International exhorte les autorités du Myanmar à libérer immédiatement et sans condition tous les manifestants qui ont été arrêtés, à moins qu'ils ne soient inculpés d'une infraction pénale et qu'une instance judiciaire se soit prononcée en faveur de leur maintien en détention. L'organisation demande également aux autorités d'autoriser les manifestants pacifiques à exercer leur droit à la liberté d'expression et de réunion sans craindre d'être arrêtés ou soumis à des violences.

Les manifestants arrêtés sont détenus à quatre endroits. Plus de 50 d'entre eux sont incarcérés au Centre de détention de Kyaikkasan, d'autres au poste de police de Shwe Pyithar. La plupart des membres du Groupe d'étudiants de la génération 88 sont détenus à la prison d'Insein et un d'entre eux, au centre de détention du district de Mingaladon. Les familles n'ont pas été informées par les autorités de l'arrestation d'un des leurs, ni de son lieu de détention. À la connaissance d'Amnesty International, aucun des détenus n'aurait été inculpé ni autorisé à entrer en contact avec un avocat. Leur garde à vue a maintenant largement dépassé le délai de vingt-quatre heures prévu par la législation du Myanmar. La prolongation de la garde à vue doit être autorisée par voie judiciaire.

Parmi les premières personnes arrêtées lors de cette vague de répression de l'opposition politique non violente figurent 14 chefs de file du Groupe d'étudiants de la génération 88 qui, selon l'édition du 24 août du journal d'État *New Light of Myanmar*, sont en train d'être interrogés.

Amnesty International exhorte les autorités du Myanmar à veiller à ce que Ye Thein Naing, qui aurait eu la jambe brisée par l'USDA lors d'une manifestation le 28 août, reçoive immédiatement des soins médicaux appropriés. Ses codétenus poursuivent une grève de la faim au Centre de

détention de Kyaikkasan, à Yangon, pour obtenir qu'il soit soigné.

Amnesty International craint que les détenus ne soient torturés ou maltraités, ce qui est fréquent au Myanmar lors des interrogatoires et pendant la période de détention qui précède le procès. L'organisation demande avec insistance qu'en attendant leur libération, les détenus soient incarcérés uniquement dans des lieux officiels de détention, qu'ils soient autorisés à entrer immédiatement en contact avec leur avocat, leur famille et la justice, et qu'ils puissent recevoir les soins médicaux dont ils auraient éventuellement besoin. Les autorités devraient également veiller à ce qu'aucun d'entre eux ne soit torturé ou maltraité en détention, et à ce que des soins soient prodigués à ceux qui ont été blessés lors de la répression violente des manifestations.

Amnesty International demande aux autorités du Myanmar d'honorer l'obligation qu'elles ont d'enquêter sur toutes les informations faisant état d'actes de violence, de mauvais traitements et de manœuvres d'intimidation à l'encontre de manifestants et de journalistes, et de déférer à la justice les personnes soupçonnées d'être responsables de ces agissements, pour qu'elles soient jugées dans le respect des normes internationales d'équité des procès.

### **Complément d'information**

Amnesty International est préoccupée depuis longtemps par le fait que les détenus sont privés de leurs droits les plus fondamentaux au Myanmar. La législation transforme en infraction l'expression pacifique d'opinions politiques contraires à celles du gouvernement. Les arrestations sans mandat et les détentions au secret sont fréquentes. La torture et les autres formes de traitements cruels, inhumains ou dégradants sont monnaie courante durant les interrogatoires et la période de détention provisoire. Les procédures engagées contre les prisonniers politiques ne sont pas conformes aux normes internationales d'équité des procès et les prévenus, bien souvent, ne sont pas autorisés à recourir aux services d'un avocat, ou tout du moins d'un avocat de leur choix. Il arrive que des représentants du ministère public s'appuient sur des aveux arrachés sous la torture.

Le 14 août, les autorités du Myanmar ont augmenté de deux tiers les prix de l'essence, doublé ceux du diesel et multiplié par cinq ceux du gaz naturel comprimé. Cette augmentation brutale du prix des carburants a eu pour effet que de nombreuses personnes n'ont plus eu les moyens de payer le bus pour se rendre au travail ni de se procurer des produits de première nécessité comme le riz. Des manifestations pacifiques ont eu lieu à différents endroits du pays pour protester contre ces augmentations. Certains des manifestants se sont également prononcés en faveur de la libération des militants politiques incarcérés et de la fin de l'impasse politique dans laquelle se trouve le pays depuis longtemps.

Les autorités du Myanmar ont accusé le Groupe d'étudiants de la génération 88 de commettre des « *actes terroristes et subversifs* » et de violer la Loi 5/96. Amnesty International est préoccupée par le fait que les dispositions de cette loi, rédigées en termes vagues et généraux, érigent en infraction l'expression pacifique de convictions politiques et elle a, à ce titre, déjà demandé son abrogation.

Parmi les chefs de file du Groupe d'étudiants de la génération 88 incarcérés se trouvent les anciens prisonniers d'opinion Paw U Tun, alias Min Ko Naing, et Ko Ko Gyi, qui ont passé

quinze ans derrière les barreaux pour leur participation aux grandes manifestations de 1988. Ils avaient été relâchés en 2004 et 2005, respectivement. Ils faisaient partie des quelques dirigeants de l'opposition encore en liberté au Myanmar, où la plupart des membres haut placés de l'opposition sont incarcérés ou en résidence surveillée pour avoir exercé pacifiquement leurs activités.

/FIN